

Communisme en mouvement

Numéro 12

avril 2007

Dans un contexte de forte participation , le Pcf enregistre un nouveau recul électoral. Son score, comme celui de la gauche anti-libérale, est catastrophique. Cette situation fragilise l'ensemble de la gauche et ouvre les portes de la recomposition au centre après que Bayrou ait réussi à bousculer le bipartisme. Dans ce contexte difficile, il faut mobiliser toutes les forces disponibles et notamment les forces anti-libérales pour battre Sarkozy candidat de la droite ultra-libérale, sécuritaire et liberticide, en votant et en faisant voter Ségolène Royal.

Après avoir brisé la construction d'une candidature unitaire de la gauche anti-libérale, il serait suicidaire de ne pas donner de signe fort de notre volonté de reprendre le processus stoppé en décembre 2006 de rassemblement anti-libéral.

Vous trouverez dans ce bulletin plusieurs interventions au Conseil national du 24 avril, certaines prononcées, d'autres non, ainsi que la résolution présentée par une vingtaine de membres du CN.

Ce bulletin est ouvert. Faites parvenir vos textes, mais aussi vos réactions et suggestions à : communisme.mouvement@free.fr - Pour le recevoir régulièrement ou-et permettre à des amis de le recevoir, prenez contact sur <http://communisme.mouvement.free.fr>

Sommaire

1. Après le premier tour de l'élection présidentielle

Nous ne serons utiles qu'avec les autres	Philippe Stierlin	2
Ne persistons pas dans des choix politiques catastrophiques	Sylvie Larue	4
Sortir de l'ornière	Anne Jollet	5
La situation est grave et dangereuse	Frédéric Gènevée ...	7
Un vote qui nous accuse	Catherine Tricot	8
Après le 22 avril	Pierre Zarka	9
La gauche toute entière est fragilisée	Roger Martelli	11
L'heure du choix	Bernard Calabuig	12
Que l'autruche sorte la tête du sable	Gilles Alfonsi	13

2. Contributions...

Prendre la mesure du réel pour faire bouger les lignes	Isabelle Lorand	15
Premier bilan de la désunion antilibérale	Nadine Stoll	18

3. Texte collectif

Résolution présentée au Conseil national	21 membres du CN ..	20
--	---------------------	----

4. Il y a un an, déjà...

Note pour Marie-George Buffet	François Asensi	21
-------------------------------	-----------------------	----

1. Après le premier tour de l'élection présidentielle

Nous ne serons utiles qu'avec les autres

Conseil national du PCF - 24/04/07

Philippe Stierlin

*« La foi comporte un certain aveuglement où se complaît l'âme croyante »
André Gide*

Le score de Marie-George ce dimanche 22 avril est celui obtenu par le PCF. Il était non seulement prévisible mais évitable. Pourquoi le noyau dirigeant du PCF n'a-t-il pas voulu éviter ce score aux communistes, au nécessaire rassemblement contre les politiques libérales et sociale-libérales, à la gauche toute entière et au pays ? Telle est la question. Depuis plus de 6 mois, les communistes unitaires du Conseil National n'ont eu de cesse de répéter que nous allions au fiasco. Lors du CN de juillet 2006, j'avais moi-même indiqué, je cite : « Face à cette situation, le PCF a pour tâche politique de chercher et de proposer des solutions pour résoudre l'équation Buffet-Besancenot-Bové. C'est son utilité. S'il ne le fait pas, il risque de le payer au prix fort ».

Mais opposés à cette recherche de solution, les mêmes dirigeants qui ont fait s'écrouler la maison commune nous disent ce matin « tenez bon le pinceau, nous tenons toujours l'échelle ».

Le rapport présenté ce matin me fait penser à ce mot d'un encyclopédiste des Lumières « Celui qui présume avoir toujours raison tout seul est d'autant plus aveugle qu'il ne reconnaît pas son aveuglement ». Bref, le Parti a toujours raison. Etre ainsi bouché à l'émeri des oreilles et des yeux est effarant.

A quel score considère-t-on que nous nous sommes trompés ? Nous avons fait 1,9%. Après avoir mis en cause les sondages et les sondeurs, eux aussi responsables, le rapport peut difficilement contester cette réalité. Ce score minuscule se suffit à lui-même : il s'agit d'une nouvelle et supplémentaire catastrophe de fond. Elle crée les conditions pour que l'on parle d'un patrimoine politique commun à l'imparfait ou au passé.

La grille de lecture essentielle du rapport qui relativise ce score est celle du vote utile qui lamènerait la gauche hors du PS. Il s'agit d'une explication trop facile, érigeant une situation recouvrant une certaine réalité en vertu et servant à valider les choix effectués à travers cette lecture comme étant les bons ou les seuls possibles.

Or, d'une part le PCF subit le vote utile depuis 20 ans, d'autre part nous savions depuis avril 2002 que ce phénomène serait structurant. Il imposait encore plus de ne pas faire comme d'habitude. A la différence de 2002, nous avons les outils pour cela. C'est d'autant plus sidérant.

Ce qui permet de créer du vote utile, c'est de sortir de l'isolement. Et si un vote est considéré comme utile, c'est d'abord parce qu'il correspond à un besoin.

Par ailleurs, il faut retenir - ce que le rapport se refuse là aussi à faire - qu'il y a des candidats de l'espace antilibéral supposés eux aussi « inutiles » qui ont été considérés par les électeurs comme plus « utiles » que nous. Le rapport parle du score d'Olivier Besancenot comme étant stable, alors que ce dernier progresse de 200 000 voix et que nous en perdons 250 000. Je ne doute pas que si Marie-George avait réalisé un score de 4,1 %, près de 1,5 million de voix et avait été en 5^e position, le rapport y aurait vu la démonstration - sûrement « éclatante » - de l'utilité de sa candidature et la confirmation que les choix effectués avaient été les bons.

Quant au vote pour François Bayrou, dans un autre genre et dans l'espace libéral, il a su agréger autour de lui et passer de 7% en début de campagne pour finir à 18,5 %. Il existe donc des stratégies politiques de vote utile hors de l'UMP et du PS.

Mais le noyau dirigeant du PCF a préféré répéter sur toutes les musiques, dans toutes les langues, comme un disque rayé, que Marie-George Buffet était la meilleure candidate, qu'elle savait parler aux jeunes et aux classes populaires. Qu'il n'y avait pas d'autre choix possible. Ce refrain a été d'autant plus répété que cette candidature avait été décidée depuis le début quoiqu'il en coûte. De fait les communistes ont été floués du débat sur le choix à la présidentielle. Et cela coûte aujourd'hui au PCF. Sa secrétaire nationale, malgré ses qualités réelles et son engagement total, est maintenant et malheureusement très fragilisée.

La vérité est que pour ceux des communistes qui se sont investis dans la campagne, avec un niveau de contenu souvent élevé – je pense à l'écologie, à la lutte contre toutes les discriminations, à la sécurisation des parcours professionnels, aux questions énergétiques, aux services publics – l'audibilité des propositions a été nulle. Il n'y a de l'audibilité et de la lisibilité à ces propositions qu'au sein du rassemblement antilibéral, qui va des socialistes du non jusqu'à l'extrême gauche. Je ne suis pas de ceux qui pensent que cela nous dilue, mais que c'est la condition d'une identification neuve.

C'est bien entendu un point de divergence avec des camarades pensant l'action politique autour du PCF ou avec des camarades pensant notre avenir avec le seul PS. Il nous faut choisir et sortir de l'ambiguïté sur cette question. Il vaut mieux la clarté assumée et honnête que des positions de direction à géométrie variable, sans cohérence, avec des textes qui disent tout et son contraire et finissent par laisser sur le flanc des militants.

Enfin, avec de nombreux communistes, je souhaite dans l'immédiat et vivement qu'un tournant soit pris pour lever les obstacles internes et externes afin que ce qui a échoué aux présidentielles ne se reproduise pas aux législatives.

Ne persistons pas dans des choix politiques catastrophiques pour le parti et la transformation sociale

Conseil national du PCF - 24/04/07

Sylvie Larue, Ille et Vilaine

Avec 650 000 voix, 1.9% dans un contexte de forte participation, nous enregistrons un nouveau recul électoral. En 2002 le score historiquement bas du Parti à 3.37% avait créé de l'émotion dans la population, était traité abondamment dans les médias.

En 2007, ce score fait partie du paysage politique, il faut attendre la page 12 du monde d'hier pour lire un article sur le plus bas niveau historique du PCF.

Peut-on dans ces conditions continuer à chercher hors de nos propres choix politiques les raisons de ce qui apparaît de nouveau comme le déclin du PCF ? Peut-on continuer de se cacher derrière le vote utile ?

S'il y a vote utile, il y aussi vote inutile. J'observe parmi mes collègues au collège que s'ils sont nombreux à voter S. Royal sans illusion, s'ils sont inquiets du 2ème tour, s'ils doutent de la capacité de la candidate socialiste à battre Sarkozy, ils n'en ont pas moins considéré que nous n'étions pas nous-même un vote utile.

Pourquoi dans ce contexte de vote utile le candidat de la LCR résiste mieux , gagne de nouveaux électeurs et fait sensiblement le même score qu'en 2002 ?

Quelques chiffres pour comparaison : LCR 3 000 adhérents, 1 500 000 voix , PCF 120 000 adhérents, 650 000 voix. N'y a-t-il pas quelque chose qui cloche dans nos choix politiques ? Nous savions dès le départ que le vote utile allait être l'argument du PS et que le scrutin de 2002 avait marqué les esprits. En dépit de cela nous sommes passés d'une candidature pour jouer la gagne à une candidature de témoignage.

Un autre choix était possible.

Ce sont les enseignements que nous avons tirés de la victoire du Non au référendum de la Constitution européenne, puis de la victoire contre le CPE. Or la gauche anti-libérale est aujourd'hui à 7% si on ajoute le score de Buffet, Besancenot, Bové, à 10% si on y ajoute le score des Verts et de Lo. C'est un score très bas. Nous portons la responsabilité d'avoir privé le mouvement anti-libéral du poids politique qui aurait pu être le sien en 2007.

La bipolarisation sort-elle renforcée de ce scrutin ? Je ne le crois pas. L'idée de recomposition au centre a fait son chemin, et c'est Bayrou qui est en position de bousculer le bipartisme. Cela témoigne du terrain qu'aurait pu occuper une candidature unitaire de la gauche anti-libérale.

En tournant le dos aux orientations de Congrès, en choisissant la traversée du désert, nous avons une nouvelle fois fait la démonstration de notre incapacité à aller au bout de nos choix politiques. Après le refus de reconnaître que la candidature de Marie George ne pouvait pas faire consensus parmi les anti-libéraux, parce que secrétaire nationale du PCF, elle ne pouvait pas être à l'image de la diversité du rassemblement, allons-nous mettre comme obstacle aux choix des candidatures unitaires pour les législatives la question du rattachement à l'association de financement du Parti ?

Allons nous persister dans notre erreur ? Ou allons-nous donner des signes de notre volonté de reprendre le chemin de la reconstruction du rassemblement des forces anti-libérales ?

Nous n'avons pas d'autre solution que de reprendre ce processus que nous avons entamé avant décembre 2006. Nous le ferons dans un contexte difficile car les rancunes sont tenaces, j'en fais l'expérience dans mon collectif. L'opposition entre émergence citoyenne et organisations politiques s'est creusé du fait de notre attitude. Tout ce que nous avons engrangé d'acquis positifs ces dernières années a volé en éclat.

Il s'agit pour nous d'accepter d'être dans un espace politique où toutes les composantes sont à égalité.

L'absence de dynamique de la gauche anti-libérale pèse sur le résultat de la gauche dans son ensemble. Il n'est pas trop tard. Proposons pour la campagne entre les deux tours une expression de cette gauche anti-libérale dans l'unité et reprenons la mise en œuvre de nos choix de congrès.

Sortir de l'ornière, ou : pourquoi il faut renoncer d'urgence à une politique qui perd

Conseil national du PCF - 24/4/2007

Anne Jollet, Paris

Aux lendemains des résultats accablants de dimanche, la question qui se pose d'urgence est : poursuivons-nous une politique qui perd ?

Certes, nous sommes pour le moins dans l'ornière. Parler d'ornière est, pour parler vrai, minimiser la gravité de la situation, mais c'est aussi une façon de dire qu'il y a possibilité d'en sortir. Possibilité à condition de retrouver une ligne politique crédible qui réponde aux besoins du moment. L'explication de notre déroute par le vote utile est tout à fait insuffisante : nous connaissions les conditions de cette élection, nous

connaissions le poids psychologique des résultats de 2002 sur le présent scrutin. C'est en fonction de ces données qu'il fallait construire la campagne. Nous l'avions compris quand nous nous étions engagés dans les collectifs du non, puis dans les collectifs antilibéraux et nous savons que cet engagement clair avait redonné un sens à l'engagement communiste pour de nouvelles générations arrivées à la politique depuis quelques années. L'abandon de la politique unitaire en rase campagne a cassé la dynamique qui s'était construite et qui seule était à même de donner une dynamique à gauche. La fausse candidature unitaire de Marie-George a conduit à un repli sur le noyau des militants, rendant incompréhensible notre positionnement au-delà de nos rangs, mi appoint de gauche du PS, mi force au sein de la gauche de la gauche.

Le rapport qui ne dit pas un mot sur l'espace antilibéral semble exprimer la volonté de poursuivre cette politique qui perd. C'est une position difficile à comprendre. En effet, la stratégie de repli choisie pour les législatives de juin approfondit notre isolement, continuant à faire comme si nous avions les moyens d'être seuls la force de contestation qui rééquilibre la gauche à gauche. Il va de soi que dans le contexte actuel – avant ce premier tour, mais encore plus après – ce positionnement ne peut convaincre. A choisir de peser seuls sur le PS, nous sommes perçus comme une force d'appoint du PS et, soit nous subissons le discrédit du PS comme ce fut le cas en 2002, soit, comme nous venons de le subir, l'espoir renaissant passe par lui et non par nous. Ainsi notre affaiblissement induit la poursuite de notre affaiblissement.

Il est temps de sortir de cette impasse et de reprendre nos marques au sein de l'espace qui est le nôtre, qui est l'espace vivant de la contestation des dominations du monde d'aujourd'hui pour y rendre présentes les idées communistes. Nous devons donc de toute urgence rouvrir la question des candidatures aux élections législatives de ce mois de juin, nous situer à nouveau au sein des seules convergences qui nous permettent d'exister politiquement aujourd'hui, du seul espace politique où la critique communiste ait sa place aujourd'hui. De même, la campagne anti-Sarkozy doit être l'occasion de répondre à l'appel des collectifs unitaires, de renouer avec la dynamique d'une gauche qui crée de l'espoir, espoir de transformations réelles des rapports sociaux, et qui peut contribuer par cet espoir à faire battre la droite la plus réactionnaire qui nous menace tous.

La situation est grave et dangereuse

Conseil national du PCF - 24/4/2007

Frédéric Génévée, val de Marne

L'éventualité d'une élection de Sarkozy est un danger pour les libertés publiques, la démocratie, la République.

Un danger pour les jeunes, les étrangers, les salariés.

Il faut en appeler à la résistance, mettre le parti dans une posture de résistance.

D'abord en appelant à voter Royal et en faisant voter pour elle, j'y reviendrai.

Il nous faut plus nous inscrire dans les luttes sociales et idéologiques, être sans concession.

Pour battre Sarkozy il ne faut pas avoir peur de défendre par exemple le droit de vote des étrangers, la régularisation de tous les sans papiers...

Faire voter pour Royal, oui bien sûr mais le « Tout sauf Sarkozy » ne suffira pas. Il faut parler au cœur de la gauche surtout quand Royal en appelle à la recomposition avec la droite : « un dialogue public et ouvert » avec Bayrou disait-elle ce matin.

Les mêmes causes produiront les mêmes effets :

Le progrès de Royal sur le score cumulé de Jospin, Royal, Chevènement est faible, à peine deux points, son profil social-libéral ne convainc pas. Mais c'est surtout l'écroulement à cause de la division des forces alternatives qui explique la faiblesse du score de la gauche. Sans rassemblement antilibéral, il n'y aura pas de victoire de toute la gauche. Toute la gauche risque une défaite majeure aux législatives, le PCF risque même de disparaître ou bien nous allons devenir des supplétifs du PS.

Il n'y a rien dans le rapport sur le rassemblement antilibéral, alors que toute l'explication de notre échec reposerait sur le soi disant vote utile – réel – mais c'est surtout du vote inutile pour le PCF dont il faudrait parler.

Chers camarades, je suis épuisé d'avoir crié dans le désert pour en arriver là, je suis désespéré par notre cécité qui va conduire à la mort du PCF.

Un vote qui nous accuse

Conseil national du PCF - 24/4/2007

Catherine Tricot, Val de Marne

Je veux insister sur une question qui devrait nous conduire à de radicaux changements. Notre parti s'est structurellement fermé aux attentes de notre société. Proposer un congrès sur le thème de la connaissance de la société est franchement insuffisant. Ce qui nous est posé, c'est la question de notre volonté d'écoute, de notre capacité d'entendre.

Par un certain autisme et une dose d'arrogance, nous avons réussi en quelques mois à revenir à un isolement du parti qui remonte à la fin de l'époque Marchais. Les avancées de la mutation et celles des luttes antilibérales sont balayées : la perte de confiance, le ressentiment à notre égard est de nouveau maximum dans ce qui constitue notre milieu de respiration.

Nous sommes passés totalement à côté du désir de renouvellement qui a dominé cette campagne. A la gauche du parti socialiste, nous avons laissé Olivier Besancenot capter ce désir de renouveau en stabilisant son score mais surtout en gagnant près de 300 000 voix pour l'essentiel chez les jeunes et ceci malgré une organisation de la taille d'une fédé et avec très peu d'élus.

Nous avons pourtant une candidature antilibérale possible qui permette le rassemblement de toutes les sensibilités du mouvement antilibéral – communiste compatible, radicale compatible, écolo compatible, féministe compatible et qui répondait à cette attente de renouvellement. Nous y avons renoncé, nous voilà très affaiblis et avec un Besancenot plus installé que jamais.

Nous disons aujourd'hui que le vote utile nous a surpris alors qu'il est porté par une lame de fond. C'est bien parce qu'il fallait proposer une candidature utile que c'est une faute incommensurable d'avoir tourné le dos à cette candidature. L'argument du vote utile n'est pas une excuse, il nous accuse. Nous avons sousestimé cette attente et les conséquences de ne pas y répondre.

Le débat sur la question sociale aura été d'autant plus difficile à conduire que nous n'avons pas de candidature ancrée sur l'anti-libéralisme. Nous n'avons pas davantage su créer une dynamique sur les questions de l'immigration qui, contre les lois Ceseda, autour notamment de RESF, a mobilisé des centaines de milliers de citoyens, de parents, de profs.

D'élections en élections nous faisons le constat que les médias ne nous sont pas favorables, que les autres candidats font tout pour mettre le débat sur leurs thèmes. Belle découverte !

Au lendemain de chaque élection nous faisons le serment, jamais honoré, de regarder la société, de refondre notre projet, notre organisation. Nous n'avons plus ce luxe.

D'ici les législatives, nous devons envoyer des signes massifs aux militants désespérés de notre détermination à entendre ; envoyer des signes massifs à l'électorat de gauche qui voulait prolonger ses engagements dans les luttes et sur l'Europe. Nous ne pouvons rater ce nouveau rendez-vous lors des législatives.

Après le 22 avril

Conseil national du PCF - 24/04/07

Pierre Zarka, Seine Saint-Denis

Je regrette que le rapport n'interroge que l'environnement pour expliquer nos résultats mais absolument pas nos décisions. Il n'y a malheureusement aucune surprise. Notre choix d'imposer à tout prix la candidature de Marie-George correspond soit à une logique qui nous ramène au positionnement des années quatre-vingt, soit à une logique qui nous ramène au face à face avec le PS comme seul horizon politique mais ce choix était incohérent avec les choix fondamentaux de nos congrès. De ce point de vue, la direction n'a pas assumé les actes issus de nos changements stratégiques. Invoquer le vote utile est une manière de dire qu'il fonctionnera toujours à nos dépens et une manière de se nourrir de la fatalité. De même la bipolarisation n'a pas empêché l'émergence d'un Bayrou trop souvent capteur d'électeurs de gauche. Seule la dimension de rassemblement permet aux idées de transformation non seulement de s'exprimer mais de se forger, d'avoir un cadre pour travailler les contenus en constituant simultanément un sentiment de force. Nous avons hiérarchisé l'importance des questions dans le mauvais ordre en conditionnant le rassemblement à notre candidature.

De ce fait, nous en sommes restés au social, privés de pouvoir dire à quoi pourraient servir des voix qui ne permettront pas d'aller à l'Élysée. Seule la crédibilité d'une nouvelle dynamique politique nous aurait permis d'échapper à une campagne de témoignage.

La responsabilité de la direction qui a conduit à cette impasse sera certainement à interroger de près après les législatives. Mais pas sans considérer qu'il devient indispensable de nous interroger sur pourquoi nous avons tant de mal à nous dégager d'anciennes conceptions de la politique : de l'exigence d'un gouvernement d'union populaire à la charnière des années 70 et 80, à la gauche plurielle en passant par le pacte unitaire pour le progrès après 95, aucune des directions impliquées n'a jamais réussi à rompre avec les pratiques antérieures et

cela ne nous a jamais permis autre chose que d'avoir comme résultat des défaites de plus en plus alarmantes. On ne change pas de stratégie à demi : les logiques du passé finissent par l'emporter. C'est pourquoi s'il est utile de mieux analyser la société, c'est aussi profondément insuffisant.

Pourquoi nos propositions ne sont jamais celles qui font la différence ? Peu de personnes se prononcent sur la base d'un catalogue. L'exigence de politique est au-dessus de ce type d'attente. Sarkozy s'est à sa manière illustré comme promouvant la volonté politique là où Lionel Jospin avait dit qu'elle ne pouvait pas tout. Il a été le candidat du retour à la politique. Plus la question de la transformation sociale est posée par un nombre vaste de personnes, et plus devient immédiate la question de produire du sens, de mettre en débat non pas un catalogue mais des conceptions, des logiques qui tracent la possibilité d'envisager l'organisation sociale autrement. Et c'est notre seconde impasse que de croire que la dimension projet n'est pas une dimension immédiate. Le projet communiste ne peut demeurer une parenthèse le temps d'un congrès ou d'un colloque.

La perte d'influence électorale que nous subissons devient une réalité durable qui met en cause l'existence du parti, y compris localement. Il n'est pas responsable de le nier et de nourrir l'illusion que nous pourrions nous en tirer sans un immense travail de renouvellement de ce que nous portons et de ce que nous sommes. J'ajouterai qu'il faudra très rapidement nous interroger sur le fait que ce qui nous sépare est suffisamment profond – j'espère seulement pour l'instant – pour nous organiser de manière à ce que chacun puisse élaborer et exprimer sa part de ce travail et partager les décisions. C'est la condition si nous voulons éviter d'exploser. De ce point de vue, je déplore que le rapport ignore totalement les 10 000 communistes qui s'étaient prononcés sur un autre choix.

Pour l'immédiat nous sommes devant une difficulté supplémentaire: nous avons gâché le capital de sympathie issu du référendum et il est urgent maintenant de remonter la pente d'un immense ressentiment à notre encontre. C'est encore possible à condition de rejeter les tentations d'être les seuls à représenter correctement le rassemblement ; tentations qui nous ont conduits à la solitude et privés de tout rôle politique. Il est temps de cesser de penser qu'il y a toujours une bonne raison qui nous empêche de considérer que le moment du rassemblement est venu. Il est encore temps de le faire avec les législatives à condition que nous ne fassions pas, par exemple, de la question de l'association de financement la nouvelle raison de nous isoler. Je ne vois pas comment la poursuite des mêmes méthodes pourrait déboucher sur d'autres résultats.¹

¹ Il est à noter que Marie-George a exprimé que le choix du parti était le rassemblement antilibéral mais qu'il était trop tard pour les législatives et que la direction ait refusé tout amendement à la résolution du CN évoquant la notion de rassemblement antilibéral.

La gauche toute entière est fragilisée

Conseil national du PCF – 24/04/07

Roger Martelli, Paris

Du premier tour de la présidentielle, je ne retiendrai au départ qu'un élément : la gauche antilibérale, la gauche la plus insensible aux sirènes de l'adaptation à l'ordre social existant, réalise son plus mauvais score depuis près de vingt ans. On pourrait se dire, au fond, que c'est tant pis pour elle si elle n'a pas su endiguer le flot du vote utile. Mais le problème est que ce résultat médiocre intervient moins de deux ans après une campagne référendaire européenne où elle avait su faire bouger les lignes de la fatalité. Le problème est que cet affaiblissement fragilise la gauche tout entière. Le problème est que ce fléchissement inquiétant devant le vote utile ne pénalise pas de la même façon toutes les composantes de la gauche d'alternative.

Il n'y a aucune surprise à avoir devant cet état de fait. Nous savions dès le départ que la dynamique politique engrangée depuis une dizaine d'années ne pourrait, cinq ans après le choc du 21 avril 2002, rompre la pente du bipartisme que si elle faisait la preuve de son utilité politique immédiate. Or seule l'unité des forces et sensibilités antilibérales était à même d'imposer cette utilité ; faute de cette unité, les antilibéraux dispersés ont laissé le monopole du vote utile alternatif à une solution que l'on ne croyait pas possible il y a quelques mois : François Bayrou et son centre mythique.

Le résultat de la gauche antilibérale était ainsi inscrit par avance dès l'instant où la conjonction favorable du 29 mai 2005 avait disparu, dès l'instant où l'unité visible n'était plus au rendez-vous. Et dans ce résultat prévisible, celui des communistes l'était hélas encore plus. Car nous savions parfaitement que, cinq ans après l'élimination de la gauche au second tour de la présidentielle, l'électeur de gauche ne pouvait être tiraillé qu'entre deux choix au demeurant déséquilibrés : celui du vote utile, quoi que l'on pense des options de la candidate socialiste, et celui du vote protestataire, quoi que l'on pense de la radicalité courte du candidat de la LCR. Dans les deux cas, nous savions que la place était plus que limitée pour une candidature distincte du Parti communiste français. Ce n'était pas une question de nombre et de dynamique militante ; ce n'était pas une question de qualité personnelle de la candidature : c'était une donnée politique de fond, hélas construite sur plusieurs années et que rien, dans l'immédiat, ne pouvait enrayer. Nous le savions ; cela a été dit à plusieurs reprises, ici-même. Que, malgré l'évidence, la direction communiste n'en ait pas tenu compte pose un problème énorme que, d'une manière ou d'une autre, il nous faudra bien traiter.

Mais dans l'immédiat, notre responsabilité est engagée sur autre chose. L'affaiblissement de la gauche antilibérale ne pénalise pas qu'elle-même : elle fragilise la gauche tout entière à un moment où elle a besoin d'un

dynamisme maximal face à une droite agressive et conquérante. Il est donc urgent que des signes soient donnés d'une rupture de ton, d'un changement de cap. Les antilibéraux se sont désunis ? Ils doivent se retrouver aujourd'hui ensemble, aux côtés de toute la gauche, mais ensemble pour mettre à terre le candidat d'une droite radicalisée. Les tribunes du 29 mai doivent se reconstituer aujourd'hui, pour lancer publiquement ce message d'offensive et d'espoir.

J'ajoute qu'il faut que cette même démarche s'affirme à l'occasion des législatives qui vont suivre. Si nous poursuivons seulement dans la lancée actuelle, ne nous y trompons pas : les résultats de juin ne pourront être que dans la lancée de ceux d'avril. Pourquoi donc tenterions-nous une fois de plus une aventure dont nous venons de mesurer l'impact ? La conjonction des antilibéraux, dans le plus grand nombre possible de circonscriptions : il n'y a pas d'autre voie de salut. Ne tournons pas une fois de plus le dos à cette voie.

L'heure du choix

Conseil National du PCF – 24/04/07

Bernard Calabuig, Val d'Oise

Marie George a mené avec détermination et beaucoup de courage la campagne électorale dans la posture qui a été décidée majoritairement par les communistes en décembre dernier. Celles et ceux qui ont milité pour une candidature communiste en dehors du rassemblement ont finalement eu gain de cause.

Pourtant ce qui nous arrive était prévisible, il n'y avait rien à espérer, nous savions que nous avons toutes les chances d'être pris en tenaille entre le vote utile d'un côté et le vote contestataire de l'autre, la seule façon de se sortir du piège c'était l'aboutissement de la candidature unitaire.

Nous sommes aujourd'hui à un carrefour, nous avons le choix entre une gestion organique du parti et une existence politique. Un retour s'impose sur la pertinence des choix effectués en décembre 2006. Pour ma part je persiste à penser que nous avons commis une erreur aux conséquences lourdes. La situation dans laquelle nous sommes ne résulte pas de la stratégie du congrès, mais de son abandon. Nous avons besoin d'un congrès, car un parti ne peut pas fonctionner sans boussole et les dirigeants n'ont pas de légitimité sans mandat.

Certes, nous avons subi les effets pervers de la constitution, les pressions pour le vote utile. Plutôt que de constater, interrogeons-nous pourquoi les forces se réclamant de la transformation sociale ne sont jamais dans une situation d'utilité à l'élection présidentielle ? On subit le vote utile lorsqu'on n'est pas dans une posture d'utilité. Si nous

acceptions le vote utile à la présidentielle comme une fatalité, nous renoncerions de fait à la transformation sociale, pour devenir un parti territorial ce qui ne durerait qu'un temps. D'abord parce que nous perdons ces dernières années de nombreuses positions dans toutes les élections locales. Ensuite, nous devons regarder avec lucidité les conséquences du vote de dimanche dans les territoires que nous dirigeons. Nous avons besoin d'un vrai débat sur nos rapports avec la société, ouvrir dans le même mouvement le chantier du communisme nouvelle génération et les chemins à emprunter pour le faire vivre. Ces deux questions ne peuvent être dissociées, en sachant qu'un projet d'émancipation humaine susceptible de relever les défis du 21^e siècle ne peut être pensé par le seul parti communiste, ce qui pose la question des rapports avec les autres forces qui à gauche s'inscrivent dans l'alternative au libéralisme.

Inséparablement nous devons aussi travailler la question de la transformation du parti : quel outil communiste à notre époque pour dépasser le capitalisme ?

Enfin, nous vivons une période difficile de notre vie commune, nos divergences sont profondes, elles ne sont pas toutes surmontables, il faudra s'habituer à ce qu'il en soit ainsi. Je plaide pour que nous restions rassemblés, cela sera possible si le débat politique sur le fond prend le pas sur toutes autres considérations.

Que l'autruche sorte la tête du sable

Conseil national du PCF - 24/4/2007

Gilles Alfonsi, Seine Saint-Denis

Nous ne pouvons pas faire l'autruche, ni être sourds, aveugles et muets, comme le rapport d'Olivier Datigolles, sur ce qui renvoie à nos responsabilités.

Sourds au puissant désir d'unité antilibérale, exprimé par tant de citoyens, de communistes, à la soif de renouvellement de la vie politique.

Aveugles devant la réalité de la situation que nous avons créée, devant le fiasco, devant le fait que se joue maintenant la survie du Parti communiste.

Muets en ce qui concerne la responsabilité non pas de l'ensemble des

communistes, mais de cette direction qui nous a emmenée dans le mur, faisant fi de tous les appels, sérieux, argumentés, intervenus tout au long des dix-huit derniers mois. Muets sur l'échec de la construction unitaire antilibérale.

A 1,9 % lors de l'élection qui structure la vie politique française, nous ne sommes plus en voie de marginalisation : nous ne comptons plus pour la plus grande partie de ceux auxquels nous sommes censés nous adresser.

Oui, en proposant une candidature solitaire du seul Parti communiste français, nous avons tourné le dos à nos proches mêmes. Les militants ont été mis par cette direction dans une situation de totale impuissance là où leurs trésors d'initiatives auraient pu produire des effets conséquents, comme pour la victoire du Non en 2005.

Combien faudrait-il encore perdre de voix pour qu'enfin s'esquisse quelques interrogations sur la ligne suivie, sur les choix que vous avez opérés contre l'avis non seulement de 10 000 communistes, mais aussi malgré le sentiment largement partagé qu'une faute tragique était en train de se produire ? Dans le rapport, il n'y a pas une question concernant notre responsabilité, rien qui nous incombe. L'auto-illusion a fonctionné à plein, avec ce complice culturel profondément enraciné dans notre identité politique : le légitimisme confinant à la discipline de Parti.

Certains vont maintenant nous proposer de privilégier le rapport au Parti socialiste, actant l'hégémonie du PS à gauche, tandis que d'autres ne veulent pas tourner la page du 20^{ème} siècle, du communisme d'avant-garde, du Parti-guide, nostalgiques d'une époque révolue de prédominance sur la gauche de la gauche.

Ces deux voies sont, au fond, celles du renoncement car elles signent l'incapacité à produire une construction politique nouvelle : elles sont marquées par le passé, qui n'en finit pas de se terminer.

C'est tout autre chose qu'il faut lancer sans tarder, et tout de suite en envoyant un signal fort concernant les législatives : dire la volonté de reprendre le fil de la construction d'une dynamique unitaire antilibérale au sein de laquelle l'apport communiste a toute sa place, dynamique sans laquelle c'est toute la gauche qui est affaiblie.

Enfin, si l'on ne peut aujourd'hui, vu le contexte, réclamer la mise hors-jeu immédiate de l'exécutif, tout est à reprendre en matière de fonctionnement, de transparence et de délibération collective. Dans la situation grave qui nous accable, mais à propos de laquelle il faut refuser tout fatalisme, des actes forts sont indispensables. Il faut que l'autruche sorte la tête du sable.

2. Contributions

Ces textes ont été rédigés dans le cadre du CN, mais n'ont pas pu y être prononcés.

Prendre la mesure du réel pour faire bouger les lignes

Isabelle Lorand, Paris

Pas d'ambiguïté, une seule question dans les 2 semaines, battre Sarkozy. Le score de Sarkozy cumulé à celui de Le Pen et De Villiers atteint 45%. La droite qui a voté Sarkozy ne s'est pas trompée. Sarkozy a été clair : exclusion, flicage, autoritarisme, eugénisme... La brutalité pour empêcher toutes contestations. Pour le battre, il faut ramener le vote du 6 mai à la question fondamentale : Oui ou Non à une droite extrême en France. Partout, les élus communistes, les candidats aux législatives devraient proposer la tenue de meetings unitaires pour faire front.

2% au plan national c'est : moins 14000 voix dans le nord, 3% dans nos deux conseils généraux, 5% pour le parti et 35% pour le PS dans beaucoup de nos villes... 2002 a marqué la perte de notre implantation nationale, 2007 c'est la disparition des territoires de forte influence communiste. Aujourd'hui il n'est pas sûr que l'histoire de notre pays continue de s'écrire avec le PCF. Le rapport explique ce désastre par le vote utile et le glissement à droite de la société française. C'est insuffisant et inacceptable.

Que les électeurs - dont je suis - votent pour ce qui leur apparaît utile est respectable et raisonnable. En revanche, que le vote de gauche, et notamment des nouveaux électeurs se structure, non pas sur un projet de transformation sociale, mais sur l'opposition à la droite extrême est problématique. Nous ne pouvons regarder cela comme des sociologues ou pire des spectateurs. Le sens de l'engagement politique c'est de faire bouger le réel. Le rapport est à ce titre inacceptable. En ne pointant pas ce que la politique peut faire bouger, il devient en creux un plaidoyer pour la fatalité. Pourtant s'il fallait s'en convaincre, la trajectoire de Bayrou démontre qu'il était possible de troubler le jeu du bipartisme. Quelle est la caractéristique de cette candidature, c'est d'avoir apporté une réponse - que je conteste bien évidemment - à une question : comment sortir la France de la crise ? Son projet c'est le « capitalisme éthique » porté par la coalition des politiques de bonnes compagnies. En articulant vision de société et construction politique, il est passé de 6 à 18%. C'est dire, combien rien n'était fatal dans ce scrutin. Et si l'on y regarde de plus près, outre les études nationales qui estiment à environ 50% les voix de gauche pour Bayrou, une analyse particulière du vote Bayrou dans les quartiers populaires de nos villes pourraient nous

surprendre. J'ai regardé les résultats dans 5 bureaux de vote de ce type. Une droite qui n'a jamais été aussi forte se répartissant Sarkozy-Lepen. Un PS qui fait le plein, et des voix Bayrou qui prennent sur la gauche. Il est pour le moins envisageable qu'un candidat réunissant toutes les forces de transformation sociale aurait pu trouver un espace plus qu'honorable.

Il y a une très préoccupante « droitisation » des esprits : individualisme, peur de l'autre, fracture identitaire et générationnelle, dérive sécuritaire... Mais dans le même mouvement, il y a les 33% de gauche au référendum, le mariage homosexuel, le CPE, le réseau école sans frontière, l'attachement aux services publics et la protection sociale... Donc avant de conclure au « glissement à droite de la société », il y aurait une analyse sûrement plus contradictoire à faire. Quoiqu'il en soit, si nous croyons à la politique, nous ne pouvons réduire le glissement à droite à un mouvement mécanique et inéluctable, c'est l'état du rapport de force idéologique. Lorsque le parti communiste français substitue la notion de « courage » à celle de choix de société, il prend ses responsabilités dans le recul idéologique.

Oui, nous avons une responsabilité dans ce qui arrive. En renonçant à l'unité de la gauche de transformation sociale, nous nous sommes mis en situation d'inefficacité politique, et donc d'inutilité. Le yoyo stratégique a produit de la confusion. *Battre la droite et réussir à gauche*. Mais comment ? Sans stratégie c'est de l'incantation. J'entends, et je partage, les camarades qui soulignent toute les difficultés et les contradictions pour réussir l'unité du camp antilibéral. La désertion de la LCR, mais aussi les difficultés idéologiques comme le rapport au travail ou le nucléaire, les difficultés à agréger de nouveaux acteurs (la jeunesse, les internautes, les syndicalistes, les stagiaires, les sans-papiers...). Toutes ces difficultés ne me conduisent pas à renoncer. Parce que renoncer c'est opter soit pour le repli sectaire, soit « *pour le congrès de Tours à l'envers* ». Ne pas renoncer c'est prendre la mesure du réel pour faire bouger les lignes. C'est vrai tant de la crise de la politique que de celle du communisme. De ce point de vue, avoir voulu imposer Marie-George comme candidate du rassemblement était un préalable incompatible avec la réussite du rassemblement. Oui, l'espace antilibéral n'est pas un long fleuve tranquille. Oui, l'union est un combat. J'attends de mon parti qu'il en soit un acteur majeur.

Après le score des présidentielles, le groupe communiste est en danger. N'ayons aucune illusion, quel que soit le résultat du 6 mai, la droite restera extrêmement mobilisée. Dans beaucoup de nos circonscriptions c'est elle qui nous met en danger. Nulle part ne devrait se poser la question du candidat unique de la gauche dès le premier tour face à Le Pen, comme ce fut le cas pour 6 de nos députés en 2002. Quant à la mansuétude du PS, qui d'ores et déjà travaille à la recomposition au centre, elle sera dans le meilleur des cas très modeste...

Pour maintenir nos positions nous n'avons pas d'autre issue que de renouer avec l'unité de la gauche antilibérale. Les derniers mois ont produit des blessures. La LCR pose des conditions inacceptables. Là encore et dans un délai très court, il faut être les combattants de l'unité. Il n'est pas trop tard.

Faire du rattachement administratif le préalable à l'unité - préalable que nous n'avons jamais posé au PS - c'est rendre impossible l'unité². Ne commettons pas la faute qui porterait l'estocade à notre parti. J'ajoute qu'en cas de victoire Sarkozy, et quelque que soient ses engagements, l'hypothèse de municipales à l'automne 2007 ne peut être écarté. En conséquence l'enjeu de préservation de pôles de résistances locaux deviendrait un sujet immédiat. Mais ne nous y trompons pas, le PS, dans le rapport de force actuel, ne fera aucun cadeau ; et le mouvement de recomposition politique à l'œuvre dans les présidentielles trouverait là un champ d'application concret : nous serions évincés ou marginalisés. Là encore notre capacité à être au cœur d'une convergence des forces les plus ancrées à gauche - et dans un spectre large - sera notre seule garantie.

Nous sommes interrogés sur l'opportunité d'un congrès à l'automne. Il est clair, qu'après un tel échec, les communistes ont et auront besoin de se parler. Mais si c'est pour regarder et analyser la société, ça nous l'avons déjà fait. Peut-être faut-il enfin nous interroger sur nous. Dans plusieurs sections importantes du Val de Marne, nous avons quasi autant d'appel à voter, autant d'huma « spécial élection » que de voix. Au niveau national nous avons un rapport de 1 à 5 entre notre nombre d'adhérents et nos voix. Combien des nouveaux électeurs se sont portés sur notre candidature ? Oui, une part importante du corps militant s'est engagée à fond, les communistes ont mené une belle campagne, mais avec quelle rentabilité ? Nous sommes maintenant dans l'entre-soi. Quelle métamorphose devons-nous opérer pour sortir de cette ornière ? Quels sont les leviers de la transformation sociale ? Comment se construisent et se déconstruisent les idées ? Comment dépasser la crise structurelle du communisme ? L'ampleur de la tâche est immense. J'ai de forts doutes sur notre capacité à l'affronter dans une période électorale. Nous serons à quelques mois des municipales (si elles ont lieu en 2008). J'attends de ce rendez-vous qu'il décide d'une stratégie politique pour les municipales et les cantonales. J'attends qu'il fixe les grandes lignes des chantiers à ouvrir.

² Derrière le rattachement administratif, il y a le financement public des partis politiques. Si notre objectif est financier, faisons mieux les comptes. En prenant la base optimiste du résultat obtenu aux législatives de 2002, le financement public compenserait à peine les crédits engagés dans les plus de 500 circonscriptions dont les campagnes ne seraient pas remboursées. Si l'objectif est politique, à savoir éviter - comme le dit Michel Laurent - l'émergence d'une 4^{ème} force à la gauche du PS, ne pensons pas que la division est la meilleure arme.

Premier bilan de la désunion antilibérale

Nadine Stoll, Haute-Garonne

Comme il était dit dans l'édito de l'Humanité du 23 avril : « Toute la gauche aura des enseignements à tirer de cette inquiétante situation ». Le PCF doit les tirer, en clair et sans faux-fuyants.

Une fois de plus, les communistes vont être dans l'obligation d'obéir, de fait, à la loi du vote utile qui a joué à fond comme prévu. Nous allons voter pour le moins pire en nous ralliant à un PS qui ne cache plus son inéluctable penchant pour un libéralisme de plus en plus difficile à aménager, pour le moins.

N'est-ce pas ce que de nombreux communistes, avec tant d'autres citoyens et militants, voulaient éviter en travaillant à une unité antilibérale ? Une unité sans hégémonie partidaire, une unité à égalité et dans le respect mutuel au sein des collectifs. La direction nationale, relayée et soutenue par nombre de directions fédérales, a, de façon préméditée, créé les conditions pour contrecarrer et dévoyer cette alternative en ressortant les vieux démons du soi-disant anti-communisme, de la citadelle assiégée...tout en dénaturant chiffres et consultations des communistes et des collectifs (Analyse et chiffres à disposition).

Cette attitude irresponsable et condamnable est lourde de conséquence et nous sommes loin de faire le compte des dégâts engendrés par cette désunion. Une désunion qui nous a amené tout droit aux résultats du 22 avril dernier.

On nous parlait de valoriser l'identité du PCF à travers une candidature communiste déguisée en candidature unitaire. A ce jour, nous pouvons parler de double échec dans la même opération, à savoir qu'avec à peine 2%, le PCF n'est plus reconnu utile ni comme parti ni comme force de rassemblement. Le constat est amer mais il était oh combien prévisible dans un contexte de désunion !

En vue des Législatives, va-t-on enfin s'investir véritablement et sans intérêt boutique dans ce mouvement des collectifs citoyens ? Ce réseau militant renforcé de nouveaux collectifs depuis février dernier n'a pas cessé de se structurer durant ces derniers mois principalement à travers et grâce à la campagne Bové. Quel qu'en soit le résultat, c'est une force incontournable que le PCF et l'Huma ne peuvent plus occulter ou considérer comme des adversaires. A ce propos, je me permet de dire que l'Huma s'est, elle aussi, largement déconsidérée en ne tenant pas son rôle d'information objective. Pour exemple, pas un mot n'a été dit sur le meeting des collectifs Bové du 18 avril à Toulouse quand FR3 et la Dépêche du Midi ont, eux, annoncé 4000 participants à un très grand moment de la vie citoyenne qui restera longtemps dans les mémoires. De plus, je remarque que le rapport introductif d'Olivier Dartigolle ne fait même pas allusion à

l'existence de ces collectifs et de la campagne Bové, un comble !

Vous comprendrez aisément que nombreux sont les communistes, et j'en suis, en désaccord profond (le mot est faible) avec la direction du PCF qui a non seulement refusé d'entendre la voix de la raison, mais a aussi fait le choix d'aller contre les décisions du dernier Congrès. J'en rappelle un extrait du préambule : « L'objectif essentiel de leur organisation (le PCF) est de favoriser le rassemblement, l'intervention et la participation à la décision politique, à égalité de droits, de tous ceux qui entendent travailler dans cette perspective. Il s'agit d'inventer une forme radicalement neuve de pratiques politiques et de parti politique ».

Le discrédit est profond et je crains fort que sans un sursaut massif des adhérents pour le choix stratégique de l'unité antilibérale SANS HEGEMONIE, le PCF n'aura d'autre choix que de terminer sa course historique dans l'ombre d'un PS jusqu'à fusionner d'une façon ou d'une autre. Parlons clair aux adhérents ! Savent-ils qu'une organisation interne au PCF travaille à cette recomposition depuis ces dernières années ? Que ces camarades s'affichent enfin au grand jour !...

Dans le même temps, d'autres communistes baptisés « Unitaires », qu'ils soient issus du PCF, de la LCR ou des communistes « de cœur », tous ceux qui, quel que soit leur choix de candidat aux présidentielles, veulent travailler le Communisme de façon transversale, en lien avec les collectifs, ceux-là donc s'organisent en association pour faire vivre cet idéal qui n'est la propriété de personne, pas même celle du PCF.

A ne pas vouloir entendre et intégrer la colère de très nombreux militants, leur démission du Parti ou de leurs responsabilités (j'avoue ne pas trouver les mots pour décrire les sentiments de révolte que nous éprouvons), à ne pas vouloir reconnaître le nouveau paysage politique créé par la dynamique des collectifs, à ne pas vouloir lever tous les obstacles à la création de candidatures antilibérales communes aux législatives, la Direction condamnerait le PCF à un discrédit fatal à très court terme.

3. Texte collectif

Résolution présentée au Conseil national

24/04/07

Le Conseil national prend acte des résultats du premier tour de l'élection présidentielle, du score inquiétant d'une droite radicalisée, de la fragilité de la gauche tout entière, de l'échec d'une gauche antilibérale pénalisée par son éparpillement, du nouveau recul du vote communiste. Dans ce contexte, il prend les initiatives suivantes :

1. Il appelle l'ensemble des forces antilibérales à retrouver l'esprit offensif qui a permis la victoire du Non en 2005. Des meetings unitaires, des socialistes du Non jusqu'à l'extrême gauche, permettront de mobiliser toutes les sensibilités antilibérales, pour que la gauche l'emporte au second tour.
2. Il appelle l'ensemble des forces antilibérales à réussir aux législatives ce qui n'a pas pu être réalisé à la présidentielle. Le Conseil national propose à tous les communistes et à tous les antilibéraux de lever ensemble tous les obstacles qui limitent la proposition de candidatures antilibérales communes dans le plus grand nombre de circonscriptions possibles. C'est la condition pour que la gauche soit majoritaire et soit à la hauteur de ses responsabilités, quel que soit le résultat final de l'élection présidentielle.
3. Enfin, une fois passée l'échéance des législatives, le Conseil national s'engage à lancer un processus ambitieux, à partir des communistes, en s'ouvrant au-delà des rangs actuels du PCF, pour tirer toutes les leçons des expériences engagées depuis quelque dix ans. Il faut en effet donner un élan sans précédent à l'effort pour que s'impose un communisme de nouvelle génération. Couplé à la recherche de convergence antilibérale et de relance de toute la gauche, cet effort est la condition pour que fructifie le meilleur, l'essentiel du patrimoine communiste.

Gilles Alfonsi - Patrick Braouezec - Chantal Delmas - Frédérick Génévée - Moustapha Gueye - Anne Jollet - Sylvie Larue - Isabelle Lorand - Christian Martin - Roger Martelli - Fernanda Marrucchelli - Danielle Monteil - Dominique Neels - David Prout - Pascale Soulard - Philippe Stierlin - Nadine Stoll-Hechmat - Catherine Tricot - Sylvie Tricot-Devert - Pierre Zarka - Malika Zediri

(17 présents au moment du vote)

4. Il y a un an, déjà

Note à Marie-George Buffet

François Asensi,
Député de Seine Saint Denis, Maire de Tremblay en France

Le 19 avril 2006, François ASENSI rencontrait Marie Georges Buffet pour échanger de la question des présidentielles. Une note lui était remise à l'issue de cet entretien. Non diffusée jusqu'à ce jour, François Asensi a jugé important maintenant de la rendre publique ; il en a autorisé la publication dans ce bulletin également.

Objectif de cette rencontre : discuter de la question des présidentielles

- Un scénario pré-établi : multitude de candidatures, dispersion des voix

Au rythme où vont les choses, on va vers une multitude de candidatures à gauche avec un risque politique évident pour les forces anti-libérales : une dispersion des voix (à ce jour, les sondages créditent la candidature PC à 3-4%).

Les communistes seraient les seuls perdants car les candidatures d'extrême-gauche, d'essence extraparlamentaire, relèveront une nouvelle fois du témoignage et s'inscriront dans une tradition établie et par conséquent seront perçues comme naturelles par l'opinion.

- Le PCF sans marge de manoeuvre, coincé entre l'extrême-gauche et le PS

Il n'est pas exclu que les 2 candidats de l'extrême-gauche soient devant le PC : notre formation serait alors entièrement dépendante du parti dominant, le PS, qui posera ses conditions en échange de quoi il nous garantirait un groupe à l'Assemblée. Le PS fera aussi monter les enchères pour les prochaines municipales et cantonales. Inutile d'insister sur le fait que tous nos efforts de ces dernières années pour affirmer notre autonomie et promouvoir une orientation antilibérale seraient annihilés, accompagnés d'un retour du syndrome de la gauche plurielle.

Aujourd'hui, le PS est dans une telle situation qu'il n'a besoin ni de programme ni de projet : être au second tour (et ne pas refaire 2002) lui tient lieu de stratégie et de programme avec un vote utile qui aurait un effet lessiveuse à gauche.

La situation est d'autant plus facile pour le PS que l'actualité le contraint de s'afficher résolument à gauche (CPE, ...).

(A Saint-Denis, j'avais déjà appelé l'attention du Congrès sur ce risque de satellisation perpétuelle autour du PS).

- Une candidature proposée par le PC n'a de pertinence et de sens que si elle est commune et sur la base d'un projet antilibéral. Ce serait le scénario idéal. Mais si ce rassemblement ne se fait pas,

notre candidature se retrouve banalisée et nous n'en tirerions aucun avantage

Dans la configuration d'un projet de rassemblement des forces antilibérales et d'une candidature unitaire, tu restes à mes yeux la meilleure candidate car la plus proche de mes choix politiques.

Cela étant, l'absence d'un rassemblement et d'une candidature unitaire banaliserait notre positionnement politique et placerait notre candidature au même niveau que tous les autres candidats alors que ton crédit et celui du parti acquis lors du 29 mai restent intacts parmi les forces antilibérales et parmi celles et ceux qui se sont engagés derrière le NON à la Constitution. Tu perdras dès lors ton statut de rassembleuse et de fédératrice.

- Pour les prochaines présidentielles : une démarche politique qui manque de lisibilité pour l'opinion et qui peut se retourner contre le PC

Je ne suis pas convaincu que la recherche de la faute chez les autres, de la diabolisation des autres – apparaissant comme les briseurs de l'unité – sera perçue comme telle par l'opinion (cf. d'ailleurs les résultats de notre diabolisation dans le débat avec le PS dans les années 1970 où nous étions apparus comme des inquisiteurs et avons alors perdu la bataille de l'union).

Il ne faut pas s'attendre à une clarification sur le thème : " j'ai tout fait pour rassembler ; les autres ne voulant pas d'une candidature unitaire, j'ai seule la légitimité. "

Je ne suis d'ailleurs pas certain que le départ de la LCR en juin, qui pourrait être un affichage de principe naturel pour une formation politique cantonnée dans le registre de la contestation, soit pris négativement et que la tienne, trois mois plus tard, positivement : ta candidature pourrait même apparaître comme une candidature de trop du moment qu'un candidat antilibéral aura déjà fait vœu de candidature.

Ne perdons pas non plus de vue que le candidat de la LCR et a fortiori celle de LO, axeront toute leur campagne, et en feront même le fil rouge, autour d'un PCF n'ayant pas tiré les leçons du passé et de la gauche plurielle. Et, en l'état actuel des choses et d'accès aux médias, nous ne serions pas en mesure de corriger une telle stratégie de diabolisation dirigée uniquement contre nous.

- Un nouveau revers électoral pèserait lourd sur le parti

Si nous réalisons 3, 4, 5%, les thuriféraires d'une candidature identitaire aujourd'hui seront les mêmes à nous reprocher, et surtout à toi, ce résultat : tu seras alors dans une situation similaire à celle de Robert Hue. Cela sera injuste personnellement, mais ce sera aussi excessivement compliqué pour le parti qui portera ce second échec (et le supportera-t-il ?).

- Assurer la pérennité de la présence communiste, c'est assumer et promouvoir le rassemblement autour d'une candidature antilibérale non nécessairement issue de nos rangs

J'estime que le rôle de la Secrétaire nationale consiste à prendre du recul sur cette élection qui n'est pas la fin de l'histoire – mais qui pourrait bien être celle du parti – et à assurer la pérennité de la force et de la présence communistes demain dans l'espace politique français.

Il faut aujourd'hui rendre toutes les candidatures à gauche du PS inconfortables aux yeux de l'opinion, et plus encore illégitimes.

Il faudra ensuite une initiative forte de ta part, au nom du parti, pour aller jusqu'au bout de tes conclusions du Congrès, à savoir : l'élaboration d'un projet antilibéral, la création d'une dynamique populaire et des candidats de rassemblement pour les présidentielles et les autres élections.

Il y aura nécessairement un passage obligé : une déclaration solennelle forte, présentant l'altruisme et en définitive l'utilité du parti au service d'un projet de transformation sociale et de rassemblement. Il faut être prêt à dire, le moment venu, que la candidature à la présidentielle peut se trouver hors de nos rangs.

Il faudra choisir ce temps fort : nous pouvons travailler sur des comités, des rassemblements à la base et, plutôt qu'une conférence, organiser un congrès extraordinaire.
